

Budget 2023 : Analyse Navigator

Le 28 mars 2023

Une réponse (trop ?) timide aux temps durs

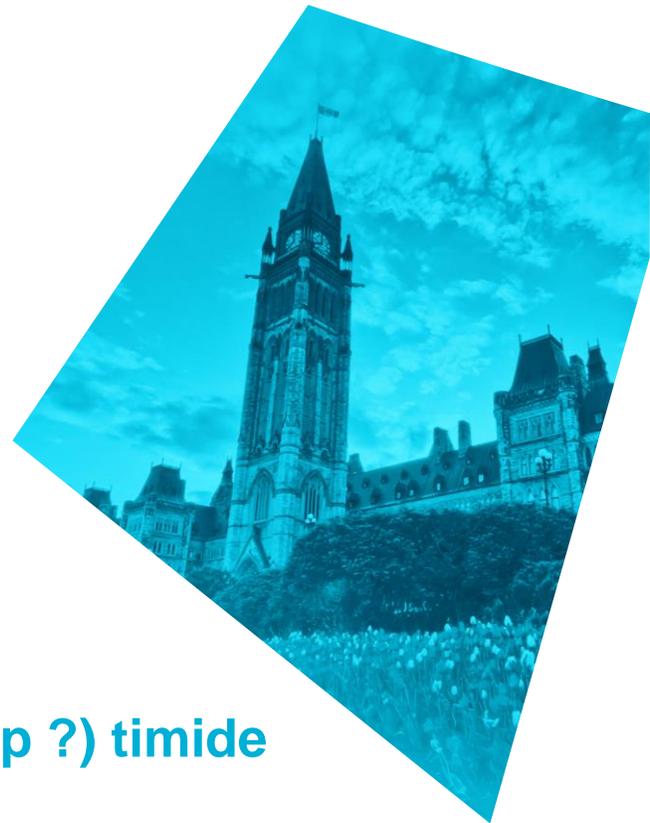


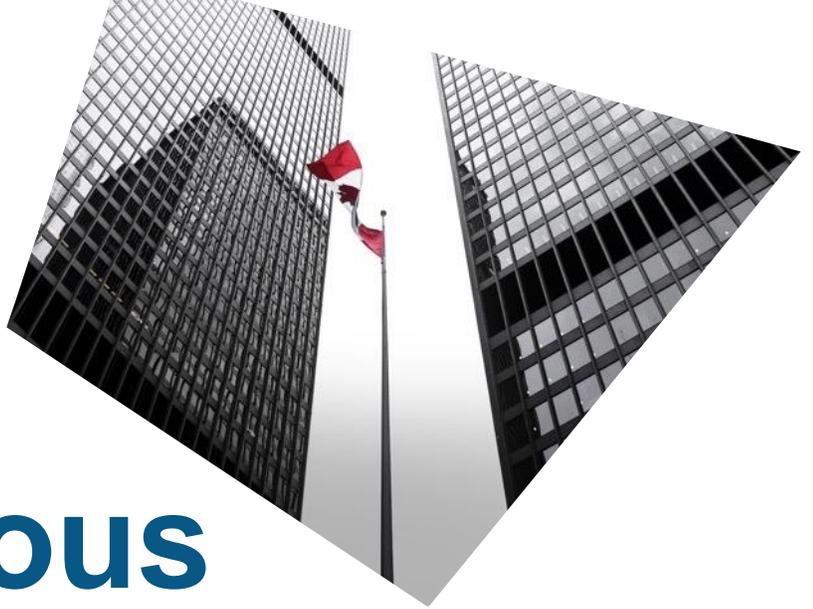
Graham Fox
DIRECTEUR PRINCIPAL

En théorie, le budget 2023 est la réponse attendue du gouvernement fédéral pour résoudre les problèmes d'accessibilité financière auxquels sont confrontées les familles canadiennes, refléter les récents accords intergouvernementaux sur le financement en santé et répondre aux investissements de la « politique industrielle verte » de l'administration américaine. En réalité, le budget semble être une réponse trop timide à un trop grand nombre de politiques divergentes pour avoir un impact significatif sur l'une ou l'autre d'entre elles.

D'un point de vue politique, l'ensemble des mesures visant à faire face à la hausse du coût de la vie est un bon coup. Les données exclusives sur l'opinion publique recueillies par *Découvrir* de Navigator dans les jours précédant le budget d'aujourd'hui confirment que la lutte contre le coût de la vie est la principale priorité des Canadiens (39 %), devant la réduction du fardeau fiscal (21 %) et la réduction des dépenses publiques (20 %). Ces mesures serviront également à renforcer l'accord négocié il y a un an avec le Nouveau Parti démocratique, notamment les investissements supplémentaires dans les soins dentaires - une priorité de longue date du NPD.

Comme le budget de 2022, qui a été façonné par la hausse de l'inflation et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le budget 2023 est davantage une réponse aux pressions extérieures que l'expression de l'orientation politique souhaitée par le gouvernement du Canada. La question est de savoir si les mesures annoncées aujourd'hui constitueront une réponse suffisamment solide à la *Inflation Reduction Act* de l'administration Biden, aux exigences de notre système de santé de plus en plus tendu ou au fardeau encore trop lourd de l'augmentation du coût de la vie sur les budgets familiaux pour faire une différence significative. Seul le temps nous le dira, ce qui pourrait, en fin de compte, être la seule chose sur laquelle le gouvernement a joué en élaborant ce budget.





Ce que vous devez savoir

Le budget 2023 est ciblé mais peu ambitieux, les investissements déjà annoncés dans les soins de santé et les soins dentaires laissant le gouvernement hors de portée d'un quelconque ancrage fiscal. L'économie verte est clairement le secteur sur lequel le gouvernement mise pour assurer la croissance économique à l'avenir, avec de nouveaux investissements notables pour encourager la croissance dans les secteurs des technologies et des ressources propres. Les autres secteurs industriels n'ont guère de raisons de se réjouir. Le gouvernement prend également peu de mesures pour lutter contre la crise de l'abordabilité -- probablement en raison de craintes de créer de nouvelles pressions inflationnistes -- mais un « remboursement pour l'épicerie » offrira aux libéraux suffisamment de nouvelles pour tenter de vendre un document par ailleurs assez mince.

En manchette

- Le déficit projeté pour 2023-24, qui s'élève à 40,1 milliards de dollars, continue de dépasser de loin les niveaux antérieurs à la pandémie, mais démontre que le gouvernement travaille lentement à améliorer sa situation budgétaire.
- Les économistes du secteur privé prévoient une récession superficielle au début de l'année 2023.
- L'entente de soutien et de confiance entre les libéraux et les néo-démocrates a eu une influence significative sur le budget, avec un engagement de 13 milliards de dollars pour les soins dentaires, ainsi qu'un nouveau remboursement pour l'épicerie pour les familles à faible revenu.

En manchette (suite)

- Le secteur canadien des technologies propres est le grand gagnant de ce budget, avec de nouveaux crédits d'impôt pour l'électricité propre, l'hydrogène propre, la fabrication propre, la capture du carbone et la technologie géothermique, ainsi que des investissements renouvelés dans le Fonds stratégique pour l'innovation, qui s'avère très populaire.
- Les entreprises prendront note des modifications réglementaires visant à soutenir les travailleurs et à améliorer l'équité fiscale. Il s'agit notamment d'interdire le recours à des travailleurs de remplacement et d'investir davantage dans les ententes de transfert relatives au marché du travail au Canada.
- Les nouveaux outils fiscaux comprennent des modifications à l'impôt payé sur les dividendes canadiens, une taxe sur les rachats d'actions et l'augmentation de l'impôt minimum de remplacement de 15 à 20,5 %.





Analyse Navigator

Miser sur l'économie verte

Le gouvernement fédéral mise beaucoup sur l'économie verte en proposant une série de crédits d'impôt nouveaux ou améliorés. Dans l'espoir d'encourager le secteur privé à investir dans les technologies propres, plus de 80 milliards de dollars en nouveaux crédits d'impôt ont été proposés, dont des crédits remboursables pour les dépenses liées à l'hydrogène et à l'électricité propres, ainsi qu'à des processus de fabrication plus respectueux de l'environnement, ce qui permet de se rapprocher d'une technologie et d'une infrastructure propres à zéro émission nette.

Bon nombre des nouvelles mesures exigent le versement de salaires équitables aux travailleurs des compagnies qui en profitent, ainsi que de mettre en pratique certaines exigences en matière de travail. Il va sans dire que les libéraux s'assurent de la popularité de ces mesures auprès de tous niveaux d'employés et d'employeurs, et en créant de nouvelles attentes des gouvernements futurs de conserver ces mesures. Toutefois, l'introduction des crédits et la capacité d'attirer des capitaux internationaux n'ont pas encore eu d'impact significatif sur la capacité du Canada à se rapprocher de ses objectifs climatiques.

Une mise à jour a été fournie aujourd'hui aux entreprises qui sont intéressées par l'examen prévu du Programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental. Le ministère des Finances du Canada poursuivra son engagement avec les parties prenantes dans les mois à venir concernant les prochaines étapes, afin de s'assurer que le programme atteigne ses objectifs. De même, les entreprises qui cherchent à tirer parti de leurs investissements seront heureuses d'apprendre que le Fonds stratégique pour l'innovation vient d'être doté de 500 millions de dollars supplémentaires sur dix ans, tout en réaffectant 1,5 milliard de dollars de son financement existant à des projets axés sur les technologies propres, les minéraux critiques et la transformation industrielle.

Bien que l'économie verte se retrouve gagnante dans ce budget, le reste de l'économie canadienne est quelque peu laissé pour compte. Alors que les autres secteurs devront compter sur les mesures existantes des budgets précédents et sur de nouvelles opportunités moins prometteuses à l'horizon, les données de sondage de Navigator montrent que seuls 10 % des Canadiens considèrent l'économie propre comme étant leur plus grande priorité. Le budget 2023 cherche maintenant à changer la donne.

Mesures annoncées

- 20 milliards de dollars investis pour soutenir la construction de projets importants d'infrastructure d'électricité et de croissance propres par l'intermédiaire de la Banque canadienne de l'infrastructure.
- Le gouvernement s'inspire de l'Union européenne en annonçant qu'il étudie la mise en place d'un port de recharge normalisé pour les appareils au Canada.
- Un crédit d'impôt remboursable pouvant aller jusqu'à 15 % pour les systèmes électriques sans émissions, le GNL réduit et l'infrastructure de transmission interprovinciale afin d'accélérer la mise en œuvre de l'énergie propre.
- Un crédit d'impôt remboursable pouvant atteindre 30 % pour les investissements dans la fabrication et l'équipement qui soutiennent l'extraction, la production ou le recyclage de minéraux critiques.
- Les détails annoncés pour le crédit d'impôt à l'investissement dans l'hydrogène propre comprennent un crédit d'impôt de 40 % pour ceux qui investissent dans la création d'hydrogène propre, avec un crédit d'impôt supplémentaire de 15 % pour l'équipement utilisé dans le processus de conversion de l'hydrogène en ammoniac.

Analyse Navigator



Pas de surprises dans le domaine de la santé

En février, tous les premiers ministres provinciaux ont accepté l'offre de financement des soins de santé sur 10 ans faite du premier ministre. Il n'est donc pas du tout surprenant que les investissements dans les soins de santé représentent la majeure partie des nouvelles dépenses dans le budget 2023.

Dans une attaque voilée contre les premiers ministres conservateurs et les chefs de l'opposition, le budget souligne également l'importance du respect de la Loi canadienne sur la santé et la fierté des Canadiens à l'égard de notre système de santé universel. Alors que des accords bilatéraux sont conclus avec chacune des provinces et chacun des territoires, l'accent sera mis sur la collecte de données et sur l'investissement dans le développement d'indicateurs de santé afin d'améliorer la qualité des soins de santé dans le pays.

Les soins dentaires, l'une des demandes principales de l'accord entre le NPD et les libéraux, ont bénéficié d'un coup de pouce important dans ce budget. L'investissement dans les soins dentaires, ainsi que le remboursement pour l'épicerie, rendront ce budget facile à soutenir pour le NPD et assureront la survie de ce gouvernement minoritaire. Le nouveau financement des soins dentaires sera administré par Santé Canada, avec le soutien d'un tiers administrateur des prestations, et créera un nouveau Fonds d'accès à la santé buccodentaire. En réponse à la crise nationale des opioïdes, des fonds supplémentaires pour la santé mentale et les toxicomanies sont également inclus dans ce budget.

Mesures annoncées

- Une augmentation de 9,3 % du Transfert canadien en matière de santé en 2023-24.
- 195,8 milliards de dollars supplémentaires au cours de la prochaine décennie, dont 46,2 milliards de dollars de nouvelles dépenses dans le cadre des mesures du Transfert canadien en matière de santé.
- 2 milliards de dollars sur dix ans pour collaborer avec les partenaires autochtones afin de soutenir les priorités en matière de santé autochtone, distribués par l'intermédiaire du Fonds pour l'équité en matière de santé autochtone.
- Les soins dentaires deviendront un programme de 13 milliards de dollars au cours des 5 prochaines années, avec 7,1 milliards de dollars supplémentaires, soit une augmentation supérieure aux prévisions initiales, et qui seront mis à la disposition pour étendre la couverture aux familles à faible revenu.
- 359,2 millions de dollars seront mis à disposition au cours des cinq prochaines années pour financer des programmes d'approvisionnement sûr et de réduction des risques, afin d'aider les administrations de tout le pays à lutter contre l'impact de la toxicomanie sur les Canadiens.
- 46,2 milliards de dollars pour les provinces et les territoires afin de permettre aux Canadiens d'avoir accès à des services de santé mentale et d'utilisation de substance.



Analyse Navigator



Une réaction modérée à la crise d'abordabilité

Selon la recherche pré-budgétaire de Navigator, l'aide directe pour aider les familles à faire face à la hausse du coût de la vie est apparue comme la principale priorité de ce budget aux yeux des Canadiens, mais ceux-ci seront probablement déçus. Bien que le budget 2023 témoigne d'une compréhension des pressions inflationnistes auxquelles sont confrontés les Canadiens, le gouvernement semble largement satisfait de sa série de mesures actuelles, telles que la l'Allocation canadienne pour enfants, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Le nouvel investissement -- un « remboursement pour l'épicerie » -- est perçu comme étant essentiellement politique, offrant un paiement unique à 11 millions de Canadiens.

Le véritable point fort en matière d'accessibilité financière est une série de nouvelles modifications réglementaires qui témoignent de l'engagement du gouvernement à restreindre les dépenses dans la mesure du possible. De nouvelles protections financières, ainsi que des restrictions sur les frais exorbitants et les prêts abusifs, permettent d'aborder la question de l'accessibilité financière sans nouveaux fonds.

Mesures annoncées

- Afin de compenser l'augmentation du coût des produits alimentaires, le gouvernement a mis en place un « remboursement pour l'épicerie » qui permettra aux couples admissibles de recevoir un paiement unique pouvant aller jusqu'à 467 \$, aux Canadiens célibataires jusqu'à 234 \$ et aux personnes âgées jusqu'à 225 \$.

Mesures annoncées (suite)

- Le seul nouveau financement alloué au secteur du logement est un investissement de 4 milliards de dollars sur sept ans, à partir de 2024-25, pour mettre en œuvre une stratégie de logement autochtone dans les zones urbaines, rurales et nordiques, élaborée en collaboration avec les communautés autochtones.
- Le gouvernement augmente les bourses d'études de 40 %, ce qui permettra aux étudiants à temps plein de recevoir jusqu'à 4 200 dollars.
- Le gouvernement a proposé une série de modifications réglementaires, notamment en collaborant avec diverses juridictions pour réduire les frais indésirables, en modifiant le code criminel pour lutter contre les prêts abusifs, en accordant aux consommateurs le "droit à la réparation" des appareils électroniques et électroménagers et en protégeant les propriétaires en difficulté au moyen de lignes directrices sur les prêts hypothécaires.





Et maintenant ?

La feuille de route du gouvernement pour l'année prochaine étant désormais en place, les ministres, ministères et agences de l'ensemble du gouvernement s'efforceront de définir rapidement les spécificités des nouvelles dépenses et d'honorer les nouveaux engagements clés.

Les entreprises et les organisations doivent maintenant réfléchir à la manière dont elles peuvent influencer l'élaboration de ces nouvelles priorités en matière de dépenses. Comment pouvez-vous vous assurer que les nouveaux programmes profitent à votre organisation ? Quels sont les nouveaux gains ou les nouvelles pertes qui seront élaborées dans les détails de la réglementation ? Ne disposant que d'un an pour mettre en œuvre d'importants programmes de dépenses, le gouvernement se tournera vers le secteur privé pour obtenir son expertise et sa coopération.

Pour plus d'analyse ou pour obtenir de l'aide afin d'engager le gouvernement sur l'une ou l'autre des annonces budgétaires, contactez votre équipe Navigator ou écrivez à info@navltd.com

NAVIGATOR

50, rue O'Connor, bureau 605
Ottawa (ON) K1P 6L2

navltd.com/ottawa-fr
info@navltd.com

**Perdre
n'est
pas une
option.^{MC}**